

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2004-2005

20 AVRIL 2005

Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de promouvoir le mécénat d'entreprises

(Déposée par M. Christian Brotcorne)

DÉVELOPPEMENTS

Bien des œuvres aujourd'hui célèbres n'auraient certainement jamais vu le jour sans l'aide de généreux mécènes qui, de par leur position sociale et leur fortune personnelle, ont consacré librement une part de leur vie et de leurs moyens à la protection et à l'épanouissement de la vie artistique et littéraire (1).

Si, à l'origine et au cours des siècles passés, les formes de soutien à la vie artistique et culturelle ont pour origine un mouvement individuel, ce n'est qu'avec la naissance de l'ère industrielle et l'apparition de la fiscalité directe, que l'on a vu naître le mécénat d'entreprise se définissant comme étant le soutien matériel apporté sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général (2).

Le mécénat est ainsi entendu comme l'ensemble des concours consentis par une initiative privée en faveur de domaines d'intérêt général s'étendant aux champs de la culture, de la solidarité et de l'environnement.

(1) Guy de Brebisson, *Que sais-je? Le mécénat*, Presses Universitaires de France, p. 5.

(2) Guy de Wouters, « *Perspective du mécénat d'entreprise en Europe* », *La Revue Générale*, 1996, numéro 5, p. 73.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2004-2005

20 APRIL 2005

Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992 met het oog op het stimuleren van het bedrijfsmecenaat

(Ingediend door de heer Christian Brotcorne)

TOELICHTING

Heel wat kunstwerken die vandaag beroemd zijn, waren ongetwijfeld nooit tot stand gekomen zonder de hulp van gulle mecenasen die, door hun maatschappelijke positie en hun persoonlijke rijkdom, uit vrije wil een deel van hun leven en hun middelen gewijd hebben aan de bescherming en de bloei van het kunstleven en het literaire leven (1).

Oorspronkelijk en in de voorbije eeuwen lag een individueel initiatief aan de basis van de vormen van ondersteuning van het artistieke en culturele leven. Slechts toen de industriële tijd aanbrak en de directe fiscaliteit haar intrede deed, heeft men het bedrijfsmecenaat zien ontstaan, dat gedefinieerd wordt als de materiële steun zonder rechtstreekse tegenprestatie van de begunstigde aan een werk of een persoon om activiteiten van algemeen belang te kunnen uitvoeren (2).

Het mecenaat moet dus worden beschouwd als alle hulp die door een privé-initiatief wordt geboden ten gunste van zaken van algemeen belang behorend tot de interessesfeer van de cultuur, de solidariteit en het milieu.

(1) Guy de Brebisson, *Que sais-je? Le mécénat*, Presses Universitaires de France, blz. 5.

(2) Guy de Wouters, « *Perspective du mécénat d'entreprise en Europe* », *La Revue Générale*, 1996, nummer 5, blz. 73.

Pour les responsables d'entreprises, le mécénat s'inscrit dans un concept plus large d'entreprise citoyenne, soucieuse de participer au développement économique et culturel des communautés au sein desquelles s'exercent ses activités (1).

Le mécénat constitue ainsi un moyen de communication pour l'entreprise, un élément de sa stratégie. C'est une façon pour elle d'affirmer son intérêt pour son environnement culturel et social et d'apparaître là où le public ne l'attend pas. Le mécénat permet à l'entreprise d'enrichir son image par son association à des causes d'intérêt général, gratifiantes et sympathiques.

Fruit de la réflexion de l'entreprise sur son identité, son histoire, sa culture, ses produits, ses clients et son personnel, le mécénat doit rester un acte spontané, laissé, dans son principe même comme dans ses modalités, à l'appréciation souveraine de l'entreprise.

Rencontre entre deux mondes qui souvent s'ignorent, le mécénat est un véritable partenariat qui permet à l'entreprise et à son partenaire de s'enrichir l'un l'autre de leurs différences mutuelles.

Le sponsoring se définit, par contre, comme étant le soutien matériel apporté à une manifestation, à une personne, à un produit ou à une organisation en vue de retirer un bénéfice direct.

À la différence du sponsoring qui sert essentiellement à promouvoir un produit et une marque, le mécénat tend à valoriser l'image institutionnelle de l'entreprise. Comme le souligne l'Association française pour le développement du mécénat industriel et commercial (Admical), «si le sponsoring est un affichage, le mécénat est une signature» (2).

Outil de communication externe, le mécénat permet à l'entreprise de mettre en valeur son image, son histoire, ses métiers, ... par le biais d'une communication graphique (association de son nom et de son logo sous la forme d'une signature sur les supports de communication de l'opération soutenue), d'une opération de relations publiques (vernissage, visite privée de l'exposition, du concert soutenu, ...) ou d'une relation presse associée à celle de l'opération soutenue (3).

Le mécénat constitue également un vecteur de communication interne par l'implication de son personnel dans le choix des actions susceptibles d'être soutenues tout en donnant la priorité aux initiatives du personnel.

(1) Guy de Wouters, *ibid.* p. 73.

(2) Voir www.admical.org

(3) Voir «*Pourquoi faire du mécénat ?*», www.admical.org.

Voor bedrijfsleiders past het mecenaat in een breder concept van de maatschappelijk betrokken onderneming, die graag wil deelnemen aan de economische en culturele ontwikkeling van de gemeenschap waarin ze actief is (1).

Het mecenaat is voor de onderneming dus een communicatiemiddel, een bestanddeel van haar strategie. Het is een middel om haar belangstelling voor haar culturele en sociale omgeving te tonen en zich te tonen daar waar het publiek haar niet verwacht. Het mecenaat biedt de onderneming de gelegenheid haar imago te verrijken door zich te laten associëren met zaken van algemeen belang die erkentelijkheid en sympathie opwekken.

Het mecenaat is de vrucht van het denkwerk van de onderneming over haar identiteit, haar geschiedenis, haar cultuur, haar producten, haar klanten en haar personeel en moet een spontane daad blijven die, zowel in zijn beginsel als in de uitwerking ervan, alleen door de onderneming kan worden beoordeeld.

Het mecenaat leidt tot een ontmoeting tussen twee werelden die vaak geen weet van elkaar hebben, een echt partnerschap waarbij de onderneming en haar partner elkaar door hun verscheidenheid kunnen verrijken.

Sponsoring daarentegen is de materiële steun aan een evenement, een persoon, een product of een organisatie om er rechtstreeks winst uit te halen.

Anders dan sponsoring, die hoofdzakelijk dient om een product en een merk te promoten, strekt het mecenaat ertoe het institutionele imago van de onderneming te verbeteren. De Association française pour le développement du mécénat industriel et commercial (Admical) vat het als volgt samen: «si le sponsoring est un affichage, le mécénat est une signature» (2).

Door middel van het mecenaat kan de onderneming met de buitenwereld communiceren en haar imago, haar geschiedenis, haar vakkennis voor het voetlicht brengen, ... via grafische communicatie (associatie met haar naam en logo, door ze op de communicatiedragers van het ondersteunde evenement te plaatsen) via een PR-operatie (vernissage, privé-bezoek aan tentoonstelling, steun aan concert, ...) of via betrekkingen met de pers die betrokken is bij het ondersteunde evenement (3).

Tevens bevordert het mecenaat de interne communicatie omdat het personeel betrokken wordt bij de keuze van de acties die voor steun in aanmerking komen, waarbij voorrang wordt gegeven aan de initiatieven van het personeel.

(1) Guy de Wouters, *ibid.* blz. 73.

(2) Zie www.admical.org.

(3) Zie «*Pourquoi faire du mécénat ?*», www.admical.org.

Si le mécénat constitue un moyen de communication, il ne se limite pas à ce seul aspect dès lors qu'il permet d'introduire de nouvelles valeurs dans l'entreprise, de favoriser son intégration dans son environnement qu'il soit social, culturel, humain ou naturel sans compter que la pratique du mécénat permet aux entreprises de rencontrer leurs partenaires habituels, les pouvoirs publics, leurs collaborateurs et leurs clients dans un contexte nouveau, riche en occasion de dialogue et d'échanges.

Dans le cadre des «perspectives du mécénat d'entreprise en Europe», Guy de Wouters constatait que si le budget global consacré au mécénat en Europe est du même ordre de grandeur qu'aux États-Unis, il n'en reste pas moins qu'il existe de grandes divergences selon les pays qui ont une longue tradition de soutien de l'État pour les arts (France, Espagne,..) et ceux où les arts ont, jusqu'à une date récente, d'abord compté sur des soutiens privés (Grande-Bretagne, Italie, ...) (1).

Sur base des éléments recueillis par le Comité européen pour le rapprochement de l'économie et de la culture (CEREC), on constate que les entreprises consacrent en mécénat culturel 255 millions d'euros en Allemagne, 35,84 millions d'euros en Autriche, entre 44,4 et 54,3 millions d'euros en Flandre, 59,7 millions d'euros en Espagne, 183 millions d'euros en France, 205,7 millions d'euros en Italie, entre 28,2 et 37,7 millions d'euros aux Pays-Bas, 226,08 millions d'euros au Royaume-Uni et 24,04 millions d'euros en Suède. Aucune donnée n'existe en ce qui concerne la Communauté française (2).

Néanmoins, on peut se référer aux données statistiques reprises dans le Rapport en matière d'agrément d'organisations en vue de la délivrance d'attestations pour la déduction fiscale des libéralités en argent qui recense les montants de 16 143 668,92 euros, de 18 145 806,01 euros et de 17 275 699,74 euros de libéralités déduites sur base des déclarations aux exercices d'imposition 1997, 1998 et 1999 afin de connaître la portée de la déduction fiscale des libéralités à l'impôt des sociétés (3).

Au niveau de la répartition du mécénat entre les différentes activités artistiques, l'on constate les tendances suivantes :

— « Plus d'un tiers des subventions concernent la musique. Valeur universelle et incontestée, la musique s'adresse à des publics d'une grande diversité selon que l'on patronne la musique baroque ou l'opéra, le jazz ou la musique classique.

(1) Guy de Wouters, « Perspectives du mécénat d'entreprise en Europe », *La Revue Générale*, 1996, numéro 5, p. 75.

(2) Voir « Mécénat à l'étranger », www.admical.org.

(3) Rapport en matière d'agrément d'organisations en vue de la délivrance d'attestations pour la déduction fiscale des libéralités, Groupe de contact — libéralités, 21 octobre 2002, p. 26.

Het mecenaat is een communicatiemiddel, maar het is meer dan dat, want het doet nieuwe waarden ingang vinden in de onderneming en het stimuleert haar integratie in de sociale, culturele, menselijke en natuurlijke omgeving. Bovendien geeft het mecenaat ondernemingen de gelegenheid hun vertrouwde partners, de overheid, hun medewerkers en hun klanten te ontmoeten in een nieuwe context, met heel wat mogelijkheden tot dialoog en uitwisseling.

In zijn artikel « Perspectives du mécénat d'entreprise en Europe », stelde Guy de Wouters vast dat het totale budget dat in Europa aan mecenaat wordt besteed, vergelijkbaar is met dat in de Verenigde Staten, maar dat er grote onderlinge verschillen bestaan tussen landen die een lange traditie van staatssteun aan kunst hebben (Frankrijk, Spanje,..) en landen waar kunst tot in het recente verleden eerst en vooral door privé-initiatieven gesteund werd (Groot-Brittannië, Italië, ...) (1).

Op basis van gegevens van het Comité européen pour le rapprochement de l'économie et de la culture (CEREC), stelt men vast dat de ondernemingen in Duitsland 255 miljoen euro aan cultureel mecenaat besteden, in Oostenrijk 35,84 miljoen euro, in Vlaanderen tussen 44,4 en 54,3 miljoen euro, in Spanje 59,7 miljoen euro, in Frankrijk 183 miljoen euro, in Italië 205,7 miljoen euro, in Nederland tussen 28,2 en 37,7 miljoen euro, in het Verenigd Koninkrijk 226,08 miljoen euro en in Zweden 24,04 miljoen euro. Over de Franse gemeenschap bestaan er geen gegevens (2).

Men kan niettemin terugvallen op de statistische gegevens in het Rapport betreffende de erkenning van organisaties met het oog op het uitreiken van attesten voor de belastingaftrek van giften in geld, dat gewag maakt van afgetrokken giften ten belope van 16 143 668,92 euro, 18 145 806,01 euro en 17 275 699,74 euro op basis van de aangiften voor de aanslagjaren 1997, 1998 en 1999, om te weten hoeveel de belastingaftrek van giften in de vennootschapsbelasting bedraagt (3).

Wat de spreiding van het mecenaat over de diverse kunstactiviteiten betreft, ziet men de volgende trends :

— « Plus d'un tiers des subventions concernent la musique. Valeur universelle et incontestée, la musique s'adresse à des publics d'une grande diversité selon que l'on patronne la musique baroque ou l'opéra, le jazz ou la musique classique.

(1) Guy de Wouters, « Perspectives du mécénat d'entreprise en Europe », *La Revue Générale*, 1996, nummer 5, blz. 75.

(2) Zie « Mécénat à l'étranger », www.admical.org.

(3) Rapport betreffende de erkenning van organisaties met het oog op het uitreiken van attesten voor de belastingaftrek van giften in geld, Contactgroep — giften, 21 oktober 2002, blz. 26.

— L'autre discipline favorisée, à concurrence d'un quart environ du budget total, concerne les arts plastiques et les musées.

Il n'y a aujourd'hui plus guère de grande exposition qui ne s'appuie sur un ou plusieurs mécènes et les conservateurs de musées sont dans la plupart des cas passés d'une attitude hostile voire méprisante à une conception intelligemment pragmatique des avantages d'un mécénat bien compris.

Il faut y ajouter les commandes et acquisitions d'œuvres pour des collections d'entreprises, parfois aux confins du mécénat et de l'activité lucrative.

— À côté de ces deux bénéficiaires principaux, deux outsiders : le théâtre, dont l'importance diminue tout en conservant la troisième place (environ 10 %) et la sauvegarde du patrimoine, qui se stabilise et croît dans certains pays.

Par contre l'audiovisuel et le cinéma généralement considérés comme secteur industriel plus que culturel, bénéficient peu de l'attention des mécènes.

Quant à la photographie, à l'édition, au design et à la danse, ils régressent ou se maintiennent tout juste à des niveaux assez faibles. » (1).

Les modalités qui s'offrent à une entreprise afin de poursuivre une politique de mécénat sont nombreuses et multiples, que ce soit par le biais de libéralités, de subventions, d'apports en nature, de l'exécution de prestations de services, de la mise à disposition de moyens matériels, personnels ou techniques.

Cependant, le mécénat apparaît beaucoup moins développé qu'à l'étranger. Ce retard s'explique, en partie, par le caractère insuffisamment incitatif du régime fiscal, notamment en ce qui concerne les dons importants.

En Belgique, le Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 1992) organise, en faveur des contribuables, divers systèmes de déductions ou de réductions fiscales.

Il peut s'agir de systèmes permettant au contribuable de réduire la masse imposable, par la déduction de certains éléments qui ne figureront pas dans cette masse imposable, soit que la déduction s'opère sur le bénéfice brut pour déterminer le bénéfice net imposable (dispositions relatives aux charges professionnelles), soit que la déduction s'opère sur le bénéfice net imposable lui-même, celui-ci ayant été préalablement déterminé (dispositions relatives aux libéralités).

(1) Guy de Wouters, « Perspective du mécénat d'entreprise en Europe », *La Revue Générale*, 1996, numéro 5, p. 74.

— L'autre discipline favorisée, à concurrence d'un quart environ du budget total, concerne les arts plastiques et les musées.

Il n'y a aujourd'hui plus guère de grande exposition qui ne s'appuie sur un ou plusieurs mécènes et les conservateurs de musées sont dans la plupart des cas passés d'une attitude hostile voire méprisante à une conception intelligemment pragmatique des avantages d'un mécénat bien compris.

Il faut y ajouter les commandes et acquisitions d'œuvres pour des collections d'entreprises, parfois aux confins du mécénat et de l'activité lucrative.

— A côté de ces deux bénéficiaires principaux, deux outsiders : le théâtre, dont l'importance diminue tout en conservant la troisième place (environ 10 %) et la sauvegarde du patrimoine, qui se stabilise et croît dans certains pays.

Par contre l'audiovisuel et le cinéma généralement considérés comme secteur industriel plus que culturel, bénéficient peu de l'attention des mécènes.

Quant à la photographie, à l'édition, au design et à la danse, ils régressent ou se maintiennent tout juste à des niveaux assez faibles. » (1).

Tot de talrijke en zeer verscheiden mogelijkheden waarover een onderneming beschikt om een mece-naatsbeleid te voeren behoren onder andere giften, subsidies, inbreng in natura, dienstverlening, het ter beschikking stellen van materieel, personeel of technische middelen.

Bij ons blijkt het mecenat echter veel minder ontwikkeld dan in het buitenland. Die achterstand kan gedeeltelijk worden verklaard door een belastingregeling die er onvoldoende toe aanspoort, vooral wat de grote giften betreft.

In België organiseert het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 1992) ten gunste van de belastingplichtigen diverse systemen van belastingaf-trek of belastingvermindering.

Het kan gaan om systemen waardoor de belasting-plichtige de mogelijkheid krijgt de belastbare grondslag te verminderen, door de aftrek van bepaalde bedragen die niet in die belastbare grondslag zullen worden opgenomen, hetzij omdat ze worden afgetrokken van de brutowinst om de netto belastbare winst te bepalen (bepalingen betreffende de beroeps-kosten), hetzij omdat ze worden afgetrokken van de vooraf bepaalde netto belastbare winst zelf (bepalingen betreffende de giften).

(1) Guy de Wouters, « Perspective du mécénat d'entreprise en Europe », *La Revue Générale*, 1996, nummer 5, blz. 74.

Il peut s'agir également de systèmes organisant la réduction d'impôt lui-même, une fois cet impôt régulièrement établi sur base du revenu imposable.

À cet égard, notons que l'article 53, 1 du CIR 1992 exclut expressément des frais professionnels toute dépense qui n'est pas nécessitée par l'exercice de la profession. Cette disposition est applicable aux contribuables assujettis à l'impôt des sociétés et constitue le fondement légal de l'imposabilité des libéralités que de tels contribuables font à des tiers identifiables.

Toutefois, les libéralités visées à l'article 104, 3 à 5, a) du CIR 1992 peuvent, conformément aux articles 183 et 199 du CIR 1992, être déduites des bénéfiques imposables dans les limites prévues à l'article 200, CIR 1992.

Il convient également de distinguer fiscalement le mécénat du parrainage en ce sens que le parrainage doit être considéré comme un soutien matériel apporté à une manifestation, à une personne, à un produit ou à une organisation en vue d'en retirer un bénéfice direct alors que le mécénat consiste en un soutien sans contrepartie.

Soulignons qu'il n'existe, en matière d'impôts sur les revenus, aucune disposition spécifique en ce qui concerne les frais supportés par des personnes morales, à titre de sponsoring de clubs sportifs ou de fédérations sportives, d'organisations culturelles ou de jeunesse.

De telles dépenses ne sont susceptibles de bénéficier d'un avantage fiscal que suivant les critères généraux contenus dans le Code des impôts sur les revenus 1992. Les dépenses de sponsoring ne constituent des frais de publicité déductibles comme frais professionnels que si elles satisfont aux conditions générales fixées par l'article 49 du Code précité.

« Dans les cas où il existe des doutes quant à la question de savoir si les dépenses exposées constituent des frais de publicité plutôt que des libéralités, le fonctionnaire chargé de l'examen de la déclaration aux impôts sur les revenus devra apprécier, à la lumière des données, argumentation et preuves fournies par le contribuable, si les dépenses contribuent à stimuler l'épanouissement de l'entreprise en lui donnant plus de publicité ou en présentant ses activités sous un jour plus favorable auprès du public.

À cet égard, les fonctionnaires ne peuvent perdre de vue l'évolution et le rôle de la publicité dans le monde moderne des affaires, notamment via le sponsoring. » (1)

(1) Voir Com-IR n° 52/206.

Het kan ook gaan om systemen die de vermindering van de belasting zelf organiseren, eens die belasting regelmatig is vastgesteld op grond van het belastbaar inkomen.

Hierbij dient vermeld dat artikel 53, 1 van het WIB 1992 uitdrukkelijk alle uitgaven die voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid niet noodzakelijk zijn van de beroepskosten uitsluit. Die bepaling geldt voor de belastingplichtigen die onder de vennootschapsbelasting vallen en vormt de wettelijke grondslag voor de belastbaarheid van de giften van dergelijke belastingplichtigen aan identificeerbare derden.

De giften bedoeld in artikel 104, 3 tot 5, a), van het WIB 1992 kunnen echter, overeenkomstig de artikelen 183 en 199 van het WIB 1992, worden afgetrokken van de belastbare winst binnen de perken van artikel 200, WIB 1992.

Er moet ook een fiscaal onderscheid worden gemaakt tussen mecenaat en sponsoring. Sponsoring moet worden beschouwd als materiële steun aan een evenement, een persoon, een product of een organisatie, om er onmiddellijk winst uit te halen, terwijl het mecenaat steun is zonder tegenprestatie.

Het moet worden beklemtoond dat er inzake inkomstenbelastingen geen enkele specifieke bepaling bestaat voor kosten die rechtspersonen maken om sportclubs of sportbonden, culturele verenigingen of jeugdverenigingen te sponsoren.

Dergelijke uitgaven komen slechts in aanmerking voor een fiscaal voordeel overeenkomstig de algemene criteria van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. De uitgaven van sponsors zijn reclamekosten die enkel als beroepskosten aftrekbaar zijn indien ze voldoen aan de algemene voorwaarden bepaald in artikel 49 van dat wetboek.

« Inzonderheid in gevallen waarin er twijfel kan over bestaan dat de gedane uitgaven de aard van publiciteitskosten dan wel van liberaliteiten hebben (zie ook 53/42, 2°), zal de met het onderzoek van de aangifte in de inkomstenbelastingen belaste ambtenaar, aan de hand van de door de belastingplichtige verstrekte gegevens, argumentatie en bewijzen, moeten oordelen of de aldus gedane uitgaven ertoe kunnen bijdragen de bloei van de zaak van de belastingplichtige te stimuleren, doordat ze aan het bestaan ervan grotere ruchtbaarheid geven en haar activiteiten in een gunstig daglicht plaatsen bij het publiek.

De ambtenaren mogen daarbij de evolutie en de rol van de publiciteit onder meer via sponsoring, in de moderne zakenwereld niet uit het oog verliezen. » (1)

(1) Zie Com-IB nr. 52/206.

Comme on peut le constater, la déductibilité fiscale des actions sociétales des entreprises ne tombe pas sous le sens étant donné qu'aucune disposition n'existe en la matière au niveau de l'impôt des sociétés, mis à part le fait, valable également pour l'impôt des personnes physiques, que les sociétés peuvent déduire leurs libéralités à des établissements ou organismes divers, pourvu que ceux-ci soient reconnus par arrêté royal.

Dans la pratique, la plupart des entreprises présentent leurs dépenses pour des causes d'intérêt général comme frais professionnels, en arguant du fait qu'il s'agit de publicité ou, tout au moins, d'actions visant à améliorer l'image de l'entreprise.

La diversité des pratiques dans le soutien à des actions sociétales va croissant et amène de nouvelles situations suite notamment au fait que de plus en plus d'entreprises mettent du temps de travail de leur personnel rémunéré par elles, à disposition «bénévole» d'ASBL.

Or, comme le souligne Roland Rosoux, «compte tenu de la marge d'appréciation laissée aux fonctionnaires locaux de l'administration fiscale, des inégalités de traitement ne sont pas exclues, ce qui n'est ni souhaitable, ni admissible» sans compter que les frais professionnels ne sont déductibles que pour autant qu'ils aient été réalisés ou supportés pendant la période imposable en vue d'acquérir ou de conserver les revenus imposables. Ce «critère de finalité» constitue un premier écueil pour les dépenses sociétales qui ne sont pas toujours effectuées en vue d'acquérir ou de conserver des revenus imposables. Les frais, quant à eux, doivent être justifiés par des documents probants. En outre, ils doivent se rapporter à l'exercice de la profession : c'est le «critère de causalité» qui constitue le deuxième écueil pour les dépenses de mécénat qui ne se rattachent pas nécessairement à l'exercice de la profession (1).

Notons toutefois que les frais dépensés pendant une année ou un exercice comptable terminé peuvent se rapporter à une période future et il ne faut pas qu'ils produisent réellement des revenus imposables pour être déductibles.

Selon Roland Rosoux, «il est indispensable que l'aide apportée par les entreprises s'inscrive dans un contexte publicitaire proportionnel au montant de l'aide accordée. Encore ne s'agit-il là parfois, selon nous, que d'un artifice ou d'un emplâtre sur une jambe de bois. Il est simplement temps que le législateur se penche sur le problème et définisse clairement les notions de mécénat, parrainage, sponsoring, ... et établisse des règles claires, en matière de déductibilité.

(1) Voir «Entraves au mécénat. La déductibilité fiscale? De moins en moins évidente ...», *Tendances*, 9 décembre 2004, p. 105.

Men ziet dat de fiscale aftrekbaarheid van de maatschappelijke acties van ondernemingen niet evident is, aangezien er in de vennootschapsbelasting geen enkele bepaling terzake bestaat. Alleen is het zo en dat geldt *mutatis mutandis* ook voor de personenbelasting, dat vennootschappen hun giften aan allerlei instellingen of organisaties mogen aftrekken, op voorwaarde dat ze bij koninklijk besluit erkend zijn.

In de praktijk stellen de meeste ondernemingen hun uitgaven voor zaken van algemeen belang als beroepskosten voor, met als argument dat het om reclame gaat, of toch tenminste om acties om het imago van de onderneming te verbeteren.

Het ondersteunen van maatschappelijke acties neemt steeds meer uiteenlopende vormen aan en leidt tot nieuwe situaties, doordat steeds meer ondernemingen door hen betaald personeel als «vrijwilligers» ter beschikking stellen van VZW's.

Maar, zoals Roland Rosoux onderstreept: «compte tenu de la marge d'appréciation laissée aux fonctionnaires locaux de l'administration fiscale, des inégalités de traitement ne sont pas exclues, ce qui n'est ni souhaitable, ni admissible» en dan zwijgen we nog over het feit dat beroepskosten slechts aftrekbaar zijn indien ze tijdens het belastbare tijdperk gemaakt of gedragen zijn om de belastbare inkomsten te verkrijgen of te behouden. Dat «doelmatigheids criterium» is een eerste klip voor de uitgaven van de vennootschap, die niet altijd gedaan worden om belastbare inkomsten te verkrijgen of te behouden. De kosten moeten worden bewezen met documenten. Bovendien moeten ze met de beroepsuitoefening te maken hebben: dat is het «causaliteits criterium», de tweede klip voor de uitgaven van een mecenas, die niet noodzakelijk enige band met de beroepsuitoefening hebben (1).

Niettemin kunnen kosten die gemaakt zijn in de loop van een kalenderjaar of boekjaar dat verstreken is, betrekking hebben op een toekomstige periode en hoeven ze niet echt belastbare inkomsten op te leveren om aftrekbaar te zijn.

Roland Rosoux stelt het volgende: «*il est indispensable que l'aide apportée par les entreprises s'inscrive dans un contexte publicitaire proportionnel au montant de l'aide accordée. Encore ne s'agit-il là parfois, selon nous, que d'un artifice ou d'un emplâtre sur une jambe de bois. Il est simplement temps que le législateur se penche sur le problème et définisse clairement les notions de mécénat, parrainage, sponsoring, ... et établisse des règles claires, en matière de*

(1) Zie «Entraves au mécénat. La déductibilité fiscale? De moins en moins évidente ...», *Tendances*, 9 december 2004, blz. 105.

Et, dans la foulée, crée un véritable statut pour les fondations financées par les entreprises comme cela existe déjà dans plusieurs pays européens. » (1)

À cet égard, si initialement la Belgique et la France bénéficiaient d'un mécanisme similaire de déductions des dons versés par des entreprises, il faut souligner que la France a opté récemment pour le système de la réduction d'impôt afin d'accroître le caractère incitatif de son régime fiscal (2).

En effet, le régime de déduction des dons de la base imposable n'accordant qu'un gain maximal équivalent au taux français de l'impôt des sociétés, soit 33,33 %, il a été préféré un système permettant aux entreprises de voir leur impôt réduit d'un montant égal à 60 % des libéralités versées ne pouvant dépasser 5 % du chiffre d'affaires avec un système de report en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices.

En ce qui concerne son champ d'application, l'article 238*bis* du Code général des impôts français vise non seulement les dons à des associations ayant un caractère scientifique, social, humanitaire, culturel ou concourant à la défense de l'environnement, ... mais permet aussi de prendre en compte les dons faits au bénéfice d'une fondation d'entreprise, même si cette dernière porte le nom de l'entreprise fondatrice et est associée aux opérations réalisées par la fondation ainsi que les dons faits aux organismes publics ou privés qui ont pour activité principale la présentation au public d'œuvres dramatiques, lyriques, musicales, chorégraphiques, cinématographiques ou de cirque.

De plus, les articles 238 *bis*-0 A et 238*bis*-0 AB du Code général des impôts français prévoient la possibilité de bénéficier d'une part d'une réduction d'impôt de 90 % des versements effectués en faveur de l'achat de biens culturels présentant le caractère de trésors nationaux et d'autre part d'une réduction d'impôt égale à 40 % des sommes consacrées par les entreprises à l'achat de biens culturels dans le cadre de la loi du 4 janvier 2002 relative aux musées de France.

En outre, l'article 238 AB du Code général des impôts français précise que les entreprises achetant des œuvres originales d'artistes vivant et les inscrivant à un compte d'actifs immobilisé peuvent déduire du

(1) Voir « *Entraves au mécénat. La déductibilité fiscale? De moins en moins évidente ...* », *Tendances*, 9 décembre 2004, p. 105.

(2) Voir la Loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003) comportant diverses mesures visant à encourager le mécénat d'entreprise, *Journal Officiel* du 31 décembre 2003.

déductibilité. Et, dans la foulée, crée un véritable statut pour les fondations financées par les entreprises comme cela existe déjà dans plusieurs pays européens. » (1)

Hierbij dient vermeld dat België en Frankrijk oorspronkelijk een soortgelijk mechanisme hadden voor aftrek van giften van ondernemingen, maar dat Frankrijk onlangs heeft geopteerd voor het systeem van de belastingvermindering, om de aantrekkingskracht van zijn fiscale regeling te vergroten (2).

Aangezien de regeling van aftrekbaarheid van giften van de belastbare grondslag slechts een maximale winst oplevert die overeenkomt met de Franse aanslagvoet in de vennootschapsbelasting, zijnde 33,33 %, heeft men immers de voorkeur gegeven aan een systeem waardoor de ondernemingen hun belastingen zien verminderen met een bedrag dat overeenkomt met 60 % van de gestorte giften, dat niet hoger mag zijn dan 5 % van de omzet. Tevens is voorzien in een systeem van overdracht indien geen winst wordt gemaakt of indien de winst ontoereikend is.

Het toepassingsgebied van artikel 238*bis* van de Franse Code général des impôts behelst niet alleen giften aan wetenschappelijke, sociale, humanitaire, culturele verenigingen of verenigingen die een bijdrage leveren aan de bescherming van het milieu, ... maar maakt het ook mogelijk de giften in aanmerking te nemen aan een stichting van de onderneming, zelfs wanneer die stichting de naam van de stichtende onderneming draagt en betrokken is bij de activiteiten van de stichting, alsook de giften aan overheids- en privé-instellingen met als hoofdactiviteit theater-, muziek-, dans-, film-, circus- of lyrische voorstellingen te brengen.

Bovendien voorzien de artikelen 238 *bis*-0 A en 238*bis*-0 AB van de Franse Code général des impôts in de mogelijkheid om enerzijds een belastingvermindering te genieten ten belope van 90 % van de stortingen verricht voor de aankoop van cultuuroederen die tot het nationale erfgoed behoren en anderzijds een belastingvermindering te genieten ten belope van 40 % van de bedragen die de ondernemingen hebben besteed aan de aankoop van cultuuroederen in het raam van de wet van 4 januari 2002 « relative aux musées de France ».

Tevens vermeldt artikel 238 AB van de Franse Code général des impôts dat ondernemingen die originele kunstwerken kopen van levende kunstenaars en ze opnemen op een geblokkeerde rekening van

(1) Zie « *Entraves au mécénat. La déductibilité fiscale? De moins en moins évidente ...* », *Tendances*, 9 december 2004, blz. 105.

(2) Zie de *Loi de finances pour 2004* (nr. 2003-1311 van 30 december 2003) comportant diverses mesures visant à encourager le mécénat d'entreprise, *Journal Officiel* van 31 december 2003.

résultat de l'exercice d'acquisition et des quatre années suivantes, une somme égale au prix d'acquisition à condition que l'entreprise s'engage à exposer le bien dans un lieu public. Le mécanisme valant également pour les sommes consacrées à l'acquisition d'instruments de musique pour autant que l'entreprise s'engage à prêter ces instruments à titre gratuit aux artistes-interprètes qui en font la demande.

S'inspirant des principes ayant présidé à l'adoption des mesures françaises visant à encourager le mécénat, la présente proposition vise à remplacer l'actuel mécanisme de déduction par un mécanisme de réduction d'impôt dont le champ d'application reprendrait non seulement les actuels domaines d'activité repris à l'article 104, 3^o à 5^o du CIR 1992 mais également les domaines visés par la législation française afin de promouvoir le mécénat d'entreprise tout en prévoyant une déduction spéciale des dépenses d'acquisition d'œuvres originales d'artistes vivants et d'instruments de musique.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Cet article aménage l'article 199 du Code des impôts sur les revenus afin de supprimer l'actuel régime de la déductibilité des libéralités faites aux institutions et associations visées à l'article 104, 3 à 5, a) du CIR 1992 en vue d'opter pour un système de réduction d'impôt devant renforcer le caractère incitatif du mécénat d'entreprise.

Article 3

Malgré l'option prise de remplacer l'actuel système de déduction par un mécanisme de réduction d'impôt, le présent article supprime les limites, fixées par l'article 200 du CIR 1992, à la déductibilité des libéralités faites à des institutions et associations visées à l'article 104, 3 à 5, a) du CIR 1992 tout en introduisant une déduction spéciale des dépenses d'acquisition d'œuvres originales d'artistes vivants et d'instruments de musique.

S'inspirant de l'article 238bis AB du Code général des impôts français, cet article vise à permettre la déduction des dépenses, effectuées dans le but d'acquérir des œuvres originales d'artistes vivant ou d'instruments de musiques, des bénéfices de la période imposable et des quatre exercices suivants lorsque celles-ci sont inscrites à un compte d'actif immobilisé.

activa, het bedrag van de aankoopprijs mogen aftrekken van het bedrijfsresultaat van het boekjaar waarin de aankoop heeft plaatsgehad en van de vier daaropvolgende jaren, op voorwaarde dat de onderneming zich ertoe verbindt het goed tentoon te stellen op een openbare plaats. Dat mechanisme geldt ook voor de aankoop van muziekinstrumenten, indien de onderneming zich ertoe verbindt die instrumenten kosteloos in bruikleen te geven aan de uitvoerende kunstenaars die erom verzoeken.

Dit voorstel put inspiratie uit de beginselen die voorop hebben gestaan bij het aannemen van de Franse maatregelen om het mecenaat aan te moedigen en strekt ertoe het huidige aftrekmechanisme te vervangen door een mechanisme van belastingvermindering. Dat zou niet alleen gelden voor de bestedingen vervat in artikel 104, 3^o tot 5^o, van het WIB 1992, maar ook voor die waarin de Franse wetgeving voorziet om het bedrijfsmecenaat te stimuleren, waarbij ook in een bijzondere aftrek van de uitgaven voor de aankoop van originele kunstwerken van levende kunstenaars, alsook van muziekinstrumenten, mogelijk wordt.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 2

Dit artikel wijzigt artikel 199 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen om de huidige regeling inzake aftrekbaarheid van giften aan de instellingen en verenigingen bedoeld in artikel 104, 3 tot 5, a), van het WIB 1992 te schrappen en te kiezen voor een systeem van belastingvermindering dat de aantrekkingskracht van het bedrijfsmecenaat moet vergroten.

Artikel 3

Ondanks de keuze voor de vervanging van het huidige aftreksysteem door een mechanisme van belastingvermindering, legt dit artikel niet langer maxima op, zoals in artikel 200 van het WIB 1992, voor de aftrekbaarheid van giften aan de instellingen en verenigingen bedoeld in artikel 104, 3 tot 5, a), van het WIB 1992. Tevens wordt voorzien in een speciale aftrek van de uitgaven voor de aankoop van originele kunstwerken van levende kunstenaars, alsook van muziekinstrumenten.

Dit artikel put inspiratie uit artikel 238bis AB van de Franse Code général des impôts en strekt ertoe de uitgaven voor de aankoop van originele kunstwerken van levende kunstenaars, alsook van muziekinstrumenten, aftrekbaar te maken van de winst van het belastbare tijdperk en van de vier daaropvolgende jaren wanneer ze worden ingeschreven op een ge-

Cette déduction ne peut toutefois excéder ni 10 % de l'ensemble des revenus, ni 500 000 euros diminués des dépenses effectuées au titre de dons dans le cadre du mécénat d'entreprises.

Cette déduction est, en outre, subordonnée à la condition essentielle que l'œuvre soit exposée dans un lieu accessible à titre gratuit au public. Cette contrepartie essentielle et obligatoire de l'avantage fiscal accordé peut être réalisée :

— dans les locaux de l'entreprise ou lors de manifestations organisées par elle ou par un tiers (un musée, une institution culturelle, ...). Dans ce cas, le bien doit être situé dans un lieu effectivement accessible au public. L'œuvre ne peut être placée dans un local réservé à une personne ou à un groupe restreint de personnes. Tel serait le cas notamment si le bien était situé dans un bureau personnel, dans l'habitation du dirigeant d'entreprise, ou si le lieu d'exposition était réservé aux seuls clients ou au personnel de l'entreprise ou à une partie d'entre eux. Une société qui exposerait l'œuvre dans un lieu accessible aux seuls clients et personnel de l'entreprise et également au profit d'un public plus large, à l'occasion d'une manifestation annuelle ponctuelle, ne pourrait bénéficier de la déduction fiscale dans la mesure où l'œuvre n'est exposée que ponctuellement au profit d'un public plus large, et non pendant toute la période de cinq ans;

— dans un musée de l'État, de la communauté, de la région, d'une province, d'une commune auquel le bien est mis en dépôt.

Quelles que soient les modalités d'exposition au public adoptées par l'entreprise, il convient que le public soit informé du lieu d'exposition et des possibilités d'accès au bien par tous les moyens promotionnels adaptés à l'importance de l'œuvre.

En outre, les sociétés peuvent également bénéficier de la déduction lorsqu'elles achètent des instruments de musique et s'engagent à les prêter à titre gratuit aux artistes interprètes qui en font la demande.

Pour bénéficier de la déduction, sont considérées comme artistes interprètes, les personnes qui suivent une formation musicale dans un établissement ou une école dépendant d'un pouvoir organisateur de l'enseignement communautaire, communal, provincial ou d'un pouvoir organisateur de l'enseignement libre subventionné ainsi que toutes les personnes qui exercent, à titre professionnel, une activité d'interprète.

blokkeerde rekening van activa. Die aftrek mag echter niet hoger zijn dan 10 % van het totale inkomen en niet hoger dan 500 000 euro, verminderd met de uitgaven voor giften in het raam van het bedrijfs-mecenaat.

Tevens is die aftrek afhankelijk van de essentiële voorwaarde dat het werk tentoon wordt gesteld op een plaats die voor het publiek kosteloos toegankelijk is. Die essentiële en verplichte tegenprestatie om het belastingvoordeel te kunnen genieten, kan worden verricht :

— in de lokalen van de onderneming of bij evenementen die door haar of door een derde (een museum, een culturele instelling, ...) georganiseerd worden. In dat geval moet het goed zich op een plaats bevinden die effectief voor het publiek toegankelijk is. Het werk mag niet worden ondergebracht in een lokaal dat voor een persoon of voor een beperkte groep van personen bestemd is. Dat zou het geval zijn indien het goed zich in een persoonlijk bureau bevindt, in de woning van de bedrijfsleider, of indien alleen de klanten of het personeel, of een deel ervan, toegang krijgen tot de plaats waar het wordt tentoongesteld. Een onderneming die het werk bijvoorbeeld tentoonstelt op een plaats die alleen toegankelijk is voor de klanten en het personeel van de onderneming, alsook, naar aanleiding van een jaarlijks evenement, voor een breder publiek, kan de belastingaftrek niet genieten omdat het werk slechts tijdelijk wordt tentoongesteld aan een breder publiek en niet gedurende de hele periode van vijf jaar;

— in een museum van de Staat, de gemeenschap, het gewest, een provincie, een gemeente waar het goed in bewaring wordt gegeven.

Ongeacht de wijze waarop het goed door de onderneming aan het publiek wordt tentoongesteld, moet het publiek met alle aan het belang van het werk aangepaste publiciteitsmiddelen geïnformeerd worden over de plaats van de tentoonstelling en over de mogelijkheden om het goed te bezichtigen.

Tevens kunnen de ondernemingen de aftrek genieten wanneer ze muziekinstrumenten kopen en zich ertoe verbinden ze kosteloos in bruikleen te geven aan de uitvoerende kunstenaars die erom verzoeken.

Om de aftrek te genieten, worden personen die een muziekkopleiding volgen in een instelling of een school die afhankelijk is van een inrichtende macht van het gemeenschapsonderwijs, het gemeentelijk en provinciaal onderwijs of van een inrichtende macht van het gesubsidieerd vrij onderwijs, alsook alle personen die beroepsmatig een activiteit van uitvoerend kunstenaar uitoefenen, beschouwd als uitvoerende kunstenaars.

Article 4

Cet article vise à instaurer une réduction d'impôt à l'égard des dépenses effectuées au titre de dons dans le cadre du mécénat d'entreprise en rétablissant l'article 217 du CIR 1992 abrogé par la loi du 24 décembre 2002.

Ouvrent le droit à une réduction d'impôt égale à 60% de leur montant, les versements faits en argent, sans pouvoir excéder ni 10% de l'ensemble des revenus, ni 500 000 euros diminuée des versements effectués pour l'achat d'œuvres d'artistes vivants ou d'instruments de musiques, au profit :

— des universités, des centres universitaires, des institutions assimilées aux universités;

— des établissements d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique;

— des académies royales, du FNRS;

— des CPAS;

— de la Croix rouge de Belgique, de la Fondation Roi Baudouin, de Child Focus;

— des musées et institutions culturelles de l'État, des Communautés, des Régions, des provinces et communes;

— des ASBL, des institutions ou des fondations d'entreprise, même si ces dernières portent le nom de l'entreprise fondatrice, agréées par les organes compétents de l'État, des Communautés ou des Régions dont elles relèvent et, pour l'application de la loi fiscale par le Roi et qui ont pour objet de verser des aides, de financer ou de mettre en œuvre des actions ou des activités dans le domaine social, sportif, familial, de la culture, de la recherche scientifique, de l'aide aux pays en voie de développement, de l'aide humanitaire, de la défense des droits de l'homme, de la conservation de la nature, de la protection de l'environnement, du développement durable, de la protection ou de la conservation des monuments et sites, de la mise en valeur du patrimoine artistique, de la gestion de refuges agréés pour animaux, de l'aide aux victimes de catastrophes naturelles reconnues, de l'aide aux victimes d'accidents industriels majeurs;

— des ASBL ou des institutions qui ont pour activité principale la présentation au public d'œuvres dramatiques, lyriques, musicales, chorégraphiques ou cinématographiques et qui sont agréées par les organes compétents des Communautés dont elles relèvent et, pour l'application de la loi fiscale par le Roi.

Artikel 4

Dit artikel strekt ertoe een belastingvermindering in te voeren met betrekking tot de uitgaven voor giften in het raam van het bedrijfsmecenaat, door artikel 217 van het WIB, dat werd opgeheven door de wet van 24 december 2002, te herstellen.

Stortingen in geld die niet hoger zijn dan 10% van het totale inkomen of 500 000 euro, verminderd met de stortingen voor de aankoop van kunstwerken van levende kunstenaars of voor muziekinstrumenten, openen het recht op een belastingvermindering ten belope van 60% van die stortingen, indien ze bestemd zijn voor :

— universiteiten, academische centra, de met universiteiten gelijkgestelde instellingen;

— instellingen voor hoger onderwijs of kunstonderwijs;

— koninklijke academies, het NFWO;

— OCMW's;

— het Belgische Rode Kruis, de Koning Boudewijnstichting, Child Focus;

— musea en culturele instellingen van de Staat, de Gemeenschappen, de gewesten, de provincies en de gemeenten;

— VZW's, bedrijfsinstellingen of bedrijfsstichtingen — zelfs wanneer die laatste de naam dragen van de stichtende onderneming — die erkend zijn door de bevoegde organen van de Staat, de Gemeenschappen of de gewesten waaronder ze ressorteren en, voor de toepassing van de belastingwet, door de Koning en die tot doel hebben hulp te geven, acties of activiteiten te financieren of op het getouw te zetten op sociaal, sportief, familiaal, cultureel gebied en op het gebied van het wetenschappelijk onderzoek, de ontwikkelingshulp, de humanitaire hulp, de verdediging van de mensenrechten, het natuurbehoud, de milieubescherming, de duurzame ontwikkeling, monumenten- en landschapszorg, de opwaardering van het kunstpatrimonium, het beheer van erkende dierenasielen, de hulp aan slachtoffers van erkende natuurrampen, de hulp aan de slachtoffers van zeer grote industriële ongevallen ;

— de VZW's of instellingen met als hoofdactiviteit het voor het publiek brengen van theater-, muziek-, dans-, film- of lyrische voorstellingen en die erkend zijn door de bevoegde organen van de Gemeenschappen waaronder ze ressorteren en, voor de toepassing van de belastingwet, door de Koning.

Revêtent notamment un caractère dramatique, lyrique ou chorégraphique les représentations théâtrales telles que les comédies, les tragédies, les drames, les vaudevilles, les opéras, les opérettes, les ballets classiques, modernes, folkloriques et les récitals de danse.

Les œuvres musicales comprennent notamment les concerts symphoniques, concerts de musique légère, concerts de musique de chambre, concerts de musique moderne pouvant inclure une composante plastique, graphique ou vidéo, concerts de jazz, concerts « pop », « hi pop » et « rap » et, d'une manière générale, les harmonies et fanfares.

Les versements effectués à des ASBL ou à des institutions qui présentent des œuvres à caractère pornographique ou incitant à la violence ne peuvent ouvrir le droit à la réduction.

Ouvrent également le droit à une réduction d'impôt égale à 60 % les prestations en nature, sous condition d'affectation aux musées et institutions culturelles de l'État, des communautés, des régions, des provinces et communes, d'œuvres d'art que le ministre des finances reconnaît comme appartenant au patrimoine mobilier du pays ou comme ayant une renommée internationale sur base de l'avis donné par la commission spéciale visée à l'article 83-4 du Code des droits de succession.

La réduction est accordée à concurrence de la valeur en argent sans que celle-ci puisse excéder 10 % de l'ensemble des revenus, ou 500 000 euros diminuée des libéralités effectuées en argent et des versements effectués pour l'achat d'œuvres d'artistes vivants ou d'instruments de musique.

Lorsque la limite ouvrant le droit à la réduction d'impôt est dépassée au cours d'une période imposable pour laquelle la réduction peut être opérée, l'excédent de libéralités en argent ou en nature peut donner lieu à une réduction d'impôt au titre des cinq exercices suivants, après prise en compte des libéralités effectuées au titre de chacun des exercices, sans qu'il puisse en résulter un dépassement du plafond défini pour chacun des exercices d'imposition.

Christian BROTCORNE.

Volgende activiteiten behoren tot het theater, de lyriek en de dans: theatervoorstellingen zoals blijspelen, treurspelen, drama's, kluchten, opera's, opérettes, klassiek en modern ballet, volksdans en dansrecitals.

Onder de noemer muziekwerken horen symfonische concerten, concerten van lichte muziek, kamermuziekconcerten, concerten van moderne muziek die gepaard kunnen gaan met een plastisch, grafisch of video-aspect, jazzconcerten, « popconcerten », « hip hop »- en « rap »-concerten en, algemeen, de harmonieën en fanfares.

Stortingen aan VZW's of aan instellingen die werken van pornografische aard of werken die tot geweld aanzetten vertonen, hebben geen recht op belastingvermindering.

Giften in natura in de vorm van kunstwerken die de minister van Financiën erkent als behorend tot het roerend cultureel erfgoed van het land of als internationale faam genietend op grond van het advies van de bijzondere commissie bedoeld in artikel 83-4 van het Wetboek der successierechten, geven eveneens recht op de belastingvermindering van 60 %, op voorwaarde dat ze worden bestemd voor de musea en culturele instellingen van de Staat, de Gemeenschappen, de gewesten, de provincies en de gemeenten.

De vermindering wordt toegekend ten belope van de geldwaarde, die niet hoger mag zijn dan 10 % van de totale inkomsten, of dan 500 000 euro verminderd met de giften in geld en met de stortingen gedaan voor de aankoop van werken van levende kunstenaars of van muziekinstrumenten.

Wanneer de limiet van 60 % tijdens een belastbare periode waarvoor de vermindering kan worden toegepast, overschreden wordt, kan het surplus van de giften in geld of in natura aanleiding geven tot een belastingvermindering tijdens de vijf daaropvolgende boekjaren, nadat de giften die hebben plaatsgevonden in elk van die boekjaren in aanmerking zijn genomen. De bovengrens die is vastgelegd voor elk van die boekjaren mag echter niet worden overschreden.

PROPOSITION DE LOI

Article premier

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

À l'article 199 du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 26 mars 1999, les mots « des libéralités faites sous la forme d'œuvres d'arts visées à l'article 104, 5^o, b » sont remplacés par les mots « des libéralités visées à l'article 104, 3^o à 5^o ».

Art. 3

L'article 200 du même Code, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 13 juillet 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 200. — § 1^{er}. Les dépenses réalisées en vue d'acquérir des œuvres originales d'artistes vivants sont déduites des bénéfices de la période imposable, et des quatre périodes imposables successives, par fractions égales dans la mesure où :

1^o le montant total des dépenses n'excèdent ni 10 % de l'ensemble des revenus, ni 500 000 euros diminué des versements effectués en application de l'article 217;

2^o le bien est inscrit à un compte d'actif immobilisé;

3^o le bien acquis est exposé dans un lieu accessible au public durant la période imposable et les quatre périodes imposables successives;

4^o une somme égale au montant total des dépenses est inscrite à un compte de réserve spéciale au passif du bilan.

§ 2. Sont également admises en déduction, dans les conditions prévues au § 1^{er}, les sommes correspondant au prix d'acquisition d'instruments de musique pour autant que ces instruments soient mis à disposition, à titre gratuit, des artistes-interprètes qui en font la demande.

§ 3. En cas de changement d'affectation ou de cession de l'œuvre ou de l'instrument ou de prélèvement sur le compte de réserve, la somme visée au § 1^{er},

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 199 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatst gewijzigd door de wet van 26 maart 1999, worden de woorden « van de in artikel 104, 5^o, b, vermelde giften in de vorm van kunstwerken » vervangen door de woorden « van de in artikel 104, 3^o tot 5^o vermelde giften ».

Art. 3

Artikel 200 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 200. — § 1. De uitgaven die zijn gedaan om originele werken aan te kopen van levende kunstenaars, worden in gelijke delen afgetrokken van de winst van het belastbare tijdperk en van de vier daaropvolgende belastbare tijdperken, voor zover :

1^o het totaalbedrag van de uitgaven niet hoger is dan 10 % van de totale inkomsten, en niet hoger is dan 500 000 euro verminderd met de betalingen verricht met toepassing van artikel 217;

2^o het goed wordt ingeschreven op een geblokkeerde rekening van activa;

3^o het aangekochte goed wordt tentoongesteld op een plaats die gedurende het belastbare tijdperk en de vier daaropvolgende belastbare tijdperken voor het publiek toegankelijk is;

4^o er een bedrag gelijk aan het totaalbedrag van de uitgaven wordt ingeschreven in een bijzondere reserverekening op de passivazijde van de balans.

§ 2. De bedragen die worden besteed aan de aankoop van muziekinstrumenten mogen eveneens onder de in § 1 bepaalde voorwaarden worden afgetrokken, voor zover die instrumenten kosteloos ter beschikking worden gesteld van de uitvoerende kunstenaars die erom verzoeken.

§ 3. Wanneer het werk of het instrument van bestemming verandert of wordt overgedragen, of wanneer middelen van de reserverekening worden

4°, est réintégrée aux bénéficiaires de la période imposable concernée.»

Art. 4

Dans le Titre III, Chapitre III, section II, du même Code, la Sous-section II, comprenant l'article 217, abrogé par la loi du 24 décembre 2004, est rétablie dans la rédaction suivante :

«Sous-section 2. Réduction pour dépenses effectuées dans le cadre du mécénat d'entreprises

Art. 217 — § 1^{er}. Ouvrent le droit à une réduction d'impôt égale à 60 % de leur montant les versements faits en argent, sans pouvoir excéder ni 10 % de l'ensemble des revenus, ni 500 000 euros diminué des versements effectués en application de l'article 200, au profit :

1° des universités, des centres universitaires, des institutions assimilées aux universités;

2° des établissements d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique;

3° des académies royales, du FNRS;

4° des CPAS;

5° de la Croix rouge de Belgique, de la Fondation Roi Baudouin, de Child Focus;

6° des musées et institutions culturelles de l'État, des Communautés, des Régions, des provinces et communes;

7° des ASBL, des institutions ou des fondations d'entreprise, même si ces dernières portent le nom de l'entreprise fondatrice, agréées par les organes compétents de l'État, des Communautés ou des Régions dont elles relèvent et, pour l'application de la loi fiscale par le Roi et qui ont pour objet de verser des aides, de financer ou de mettre en œuvre des actions ou des activités dans le domaine social, sportif, familial, de la culture, de la recherche scientifique, de l'aide aux pays en voie de développement, de l'aide humanitaire, de la défense des droits de l'homme, de la conservation de la nature, de la protection de l'environnement, du développement durable, de la protection ou de la conservation des monuments et sites, de la mise en valeur du patrimoine artistique, de la gestion de refuges agréés pour animaux, de l'aide aux victimes de catastrophes naturelles reconnues, de l'aide aux victimes d'accidents industriels majeurs;

9° des ASBL ou des institutions qui ont pour activité principale la présentation au public d'œuvres dramatiques, lyriques, musicales, chorégraphiques ou cinématographiques et qui sont agréées par les organes

opgenomen, wordt het in § 1, 4°, bedoelde bedrag opnieuw bij de winst van het betreffende belastbare tijdperk gevoegd.»

Art. 4

In Titel III, Hoofdstuk III, Afdeling II, van hetzelfde Wetboek, wordt Onderafdeling 2, bestaande uit artikel 217, dat werd opgeheven bij de wet van 24 december 2004, hersteld in de volgende lezing :

«Onderafdeling 2. Vermindering wegens uitgaven gedaan in het kader van het bedrijfsmeccenaat

Art. 217 — § 1. Betalingen in geld, die niet hoger zijn dan 10 % van de totale inkomsten en niet meer dan 500 000 euro, verminderd met de bedragen die met toepassing van artikel 200 zijn betaald, geven recht op een belastingvermindering ten belope van 60 % van het betaalde bedrag, indien ze zijn verricht ten gunste van :

1° universiteiten, academische centra, met universiteiten gelijkgestelde instellingen;

2° instellingen voor hoger onderwijs of kunstonderwijs;

3° koninklijke academies, het NFWO;

4° OCMW's;

5° het Belgische Rode Kruis, de Koning Boudewijnstichting, Child Focus;

6° de musea en culturele instellingen van de Staat, de Gemeenschappen, de gewesten, de provincies en de gemeenten;

7° de VZW's, de bedrijfsinstellingen of de bedrijfsstichtingen — zelfs wanneer die laatste de naam dragen van de stichtende onderneming — die erkend zijn door de bevoegde organen van de Staat, de Gemeenschappen of de gewesten waaronder ze ressorteren en, voor de toepassing van de belastingwet door de Koning en die tot doel hebben hulp te geven, acties of activiteiten te financieren of op het getouw te zetten op sociaal, sportief, familiaal, cultureel gebied en op het gebied van het wetenschappelijk onderzoek, de ontwikkelingshulp, de humanitaire hulp, de verdediging van de mensenrechten, het natuurbehoud, de milieubescherming, de duurzame ontwikkeling, monumenten- en landschapszorg, de opwaardering van het kunstpatrimonium, het beheer van erkende dierenasielen, de hulp aan slachtoffers van erkende natuurrampen, de hulp aan de slachtoffers van zeer grote industriële ongevallen;

8° de VZW's of instellingen met als hoofdactiviteit theater-, muziek-, dans-, film- of lyrische voorstellingen brengen, die erkend zijn door de bevoegde organen van de Gemeenschappen waaronder ze

compétents des Communautés dont elles relèvent et, pour l'application de la loi fiscale par le Roi.

Lorsque la limite fixée au premier alinéa est dépassée au cours d'une période imposable pour laquelle la réduction peut être opérée, l'excédent de libéralités peut donner lieu à réduction d'impôt au titre des cinq exercices suivants, après prise en compte des libéralités effectuées au titre de chacun des exercices, sans qu'il puisse en résulter un dépassement du plafond défini au premier alinéa.

§ 2. Ouvrent le droit à une réduction d'impôt égale à 60 % les prestations en nature, sous condition d'affectation aux musées et institutions culturelles de l'état, des Communautés, des Régions, des provinces et communes, d'œuvres d'art que le ministre des finances reconnaît, conformément à l'article 111, comme appartenant au patrimoine mobilier du pays ou comme ayant une renommée internationale.

La réduction est accordée à concurrence de la valeur en argent sans que celle-ci puisse excéder ni 10 % de l'ensemble des revenus, ni 500 000 euros diminué des versements effectués en application du § 1^{er} et de l'article 200.

Lorsque la limite fixée au premier alinéa est dépassée au cours d'une période imposable pour laquelle la réduction peut être opérée, l'excédent de libéralités peut donner lieu à réduction d'impôt au titre des cinq exercices suivants, après prise en compte des versements effectués au titre de chacun des exercices, sans qu'il puisse en résulter un dépassement du plafond défini au premier alinéa. »

28 février 2005.

Christian BROTCORNE.

ressorteren en, voor de toepassing van de belastingwet door de Koning.

Wanneer de in het eerste lid vastgelegde limiet tijdens een belastbaar tijdperk waarvoor de vermindering kan worden toegepast, wordt overschreden, kan het surplus van de giften aanleiding geven tot een belastingvermindering in de vijf daaropvolgende boekjaren, nadat de giften die voor elk van die boekjaren zijn gedaan in aanmerking zijn genomen, maar waarbij de in het eerste lid bepaalde bovengrens niet mag worden overschreden.

§ 2. Giften in natura in de vorm van kunstwerken die de minister van Financiën overeenkomstig artikel 111 erkent als behorend tot het roerend cultureel erfgoed van het land of als internationale faam genietend, geven recht op een belastingvermindering van 60 %, op voorwaarde dat ze worden bestemd voor de musea en culturele instellingen van de Staat, de Gemeenschappen, de gewesten, de provincies en de gemeenten.

De vermindering wordt toegekend ten belope van de geldwaarde, die niet hoger mag zijn dan 10 % van de totale inkomsten, of dan 500 000 euro verminderd met de betalingen gedaan met toepassing van § 1 en van artikel 200.

Wanneer de in het eerste lid bepaalde limiet tijdens een belastbaar tijdperk waarvoor de vermindering kan worden toegepast, wordt overschreden, kan het surplus van de giften aanleiding geven tot belastingvermindering in de vijf daaropvolgende boekjaren, nadat de giften die voor elk van die boekjaren zijn gedaan in aanmerking zijn genomen, maar waarbij de in het eerste lid bepaalde bovengrens niet mag worden overschreden. »

28 februari 2005.